

ANNEXE 13. COPIE DU PERMIS UNIQUE EN VIGUEUR

6940 DURBUY, le 14 septembre 2005



Ville de Durbuy
Grand ' rue, 24
TEL: 0032 086212551
FAX: 0032 086219838
Internet: <http://www.durbuy.be>

RECOMMANDE

X SA Famenne Bétons
Zoning industriel 40

6900 MARCHE

N. REF. 2/752.2/PU25.2005/MT
D3100/83012/RGPED/2005/10/EVR-PU (4040)
F0510/83012/PU/2005nc

Objet : OCTROI PERMIS UNIQUE
Nouvelle centrale à béton à Aisne.

Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous transmettre sous ce pli, pour
le dossier susvisé :

- La délibération du Collège échevinal du 14-09-05,
- les plans visés par le Collège échevinal,
- La fiche de suivi de la décision

L'affichage de la décision se fait par nos soins.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous
prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Michèle THOMAS

Chef de Bureau

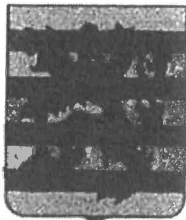
ENVOI CE JOUR PAR RECOMMANDE

A : RW, DGRNE, DPA
Rue Nanon, 98
5000 NAMUR

RW, DGATLP, DPU
Espace Didier, rue de Diekirch 45
6700 ARLON

DE : ° décision du Collège échevinal & plans
° fiche de suivi de décision
° 1 affiche

° décision du Collège & plans
° fiche de suivi de décision



Ville de Durbuy
Grand ' rue, 24
TEL: 0032 086212551
FAX: 0032 086219838
Internet: <http://www.durbuy.be>

Permis unique
Fiche de suivi de décision

Dossier

Demandeur : Famenne Bétons, z.i. 40 à 6900 Marche
Objet : nouvelle centrale à béton
Aisne
Secteur : 26 63
Réclamants pendant l'enquête : non

Suivi DPA

Réf.DPA :D3100/83012/RGPED/2005/10/EVR-PU (4040)
Réf.DPU :F0510/83012/PU/2005 nc
Rapport final : envoyé le 13-09-05 ; reçu le 14-09-05 (courriel 13-09-05)
FAVORABLE

Suivi VD

Réf. : 2/752.2/PU25-2005/MT
Collège du 14-09-05 : OCTROI
Conforme au rapport DPA : OUI

Affichage décision

1^{er} jour : 15-09-05 ; dernier jour : 25-09-05
Lieux : Hôtel de Ville (1), valves à Aisne(1), site (2)
Envoi de la décision aux réclamants : SO
Recours dans les 20 jours à dater du 15-09-05
(→ dernier jour : 05-10-05)
Décision exécutoire le 06-10-05

Certifié exact,

Le Bourgmestre,

Jean-Marie MOTTET.

SÉANCE DU 14 septembre 2005.

PRÉSENTS : MM. MOTTET, Bourgmestre-Président;
YM. RENARD, BONTEMPS et
Mme le BUSSY, Échevins;
M. MAILLEUX, Secrétaire communal.

Délibération N° & Objet :

2. Octroi d'un permis unique : S.A. Famenne Bétons à Aisne.

Le Collège échevinal,

Vu la demande introduite en date du 29 mars 2005 par laquelle la S.A. FAMENNE BETONS, ci-après dénommée l'exploitant, sollicite un permis unique pour construire et exploiter une nouvelle centrale à béton, sise Aisne à 6941 HEYD/DURBUY;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux centrales à béton (*Moniteur belge* du 13 mai 2003);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement;

Vu l'ensemble des pièces du dossier;

Vu l'avis, reçu par le fonctionnaire technique en date du 06 avril 2005, de la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de la Nature et des Forêts de la Région Wallonne - SERVICES EXTÉRIEURS - DIRECTION DE MARCHE, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 mai 2005 au 10 juin 2005 sur le territoire de la ville de DURBUY, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale;

Vu le rapport de synthèse du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué - Réf. Division de la Prévention et des Autorisations : D3100/83012/RGPED/2005/10/EVR – envoyé hors délais à notre Collège des Bourgmestre et Échevins;

Délibération N° & Objet :

2. Octroi d'un permis unique : S.A. Famenne Bétons à Aisne.

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le 29 mars 2005, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du 30 mars 2005 et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du 31 mars 2005;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du 20 avril 2005; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à la commune en date du 27 avril 2005; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du 28 avril 2005 et reçus par ces fonctionnaires en date du 29 avril 2005;

Considérant que la demande a été considérée comme recevable;

Considérant que, en application de l'article 92, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée à l'exploitant et à notre Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 27 juin 2005;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à construire et exploiter une nouvelle centrale à béton.

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 26.63.02.B, Classe 2

Fabrication de béton prêt à l'emploi (centrale à béton), lorsque la puissance installée des machines est supérieure à 40 kW, en zone d'activité économique, en zone d'activité économique spécifique ou en zone d'aménagement différé à caractère industriel.

N° 63.12.08.01.01, Classe 3

Dépôts de gaz comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous non visés explicitement par une autre rubrique - réservoirs fixes d'air comprimé lorsque la capacité nominale est supérieure ou égale à 150 litres et inférieure à 500 litres.

N° 63.12.13.02.A, Classe 2

Dépôts de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciment, plâtre, chaux, sable fil-lérisés, lorsque la capacité de stockage est égale ou supérieure à 250 m³, dans toutes les zones sauf en zone d'habitat et en zone d'habitat à caractère rural.

N° 63.12.14.02, Classe 2

Dépôts de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, lorsque la capacité de stockage est égale ou supérieure à 250 m³.

N° 63.12.16.05.01, Classe 3

Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés corrosifs, nocifs ou irritants, autres que les produits agrochimiques, lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 0,5 T et inférieure à 20 T.

Considérant que l'autorité statuant sur une demande de permis unique est tenue de respecter les prescriptions des plans d'aménagement à valeur réglementaire en vigueur;

Considérant qu'en l'espèce, vérifier le respect de telles prescriptions revient à s'interroger sur la possibilité qu'un permis soit délivré pour l'établissement considéré dans la zone dans laquelle est inscrite la parcelle sur laquelle il est établi;

Délibération N° & Objet :

2. Octroi d'un permis unique : S.A. Famenne Bétons à Aisne.

Vu l'implantation du projet de construction en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur de Marche-en-Famenne et en zone d'extraction pour ce qui concerne le projet de démolition de la centrale existante;

Vu la compatibilité du projet avec la destination desdites zones;

Attendu qu'en l'espèce, le projet consiste en la construction d'une centrale à béton constituée principalement de six trémies à agrégats, d'une tour de malaxage avec cabine de commande, de quatre silos verticaux et des installations périphériques;

Attendu, par ailleurs, que la teinte proposée pour les silos et la cabine de commande, soit gris clair (RAL 9002), est de nature à permettre une bonne intégration du projet dans le paysage; qu'il convient toutefois de préciser la tonalité des autres équipements;

Considérant que le projet respecte les circonstances urbanistiques de ce site de la localité de Heyd;

Considérant que les conditions auxquelles il convient de soumettre l'exploitation de l'établissement en cause doivent être de nature à maintenir à un niveau faible, ou à tout le moins acceptable, les risques et nuisances inhérents à l'activité projetée, - en l'occurrence le bruit, les poussières, le risque de pollution du sol et du sous-sol, des eaux souterraines et des eaux de surface par les adjuvants pour béton et le trafic induit par le projet;

Considérant que l'établissement projeté s'implante approximativement au même endroit que la centrale à béton à démolir, en zone d'activité économique industrielle, à environ 200-250 m de la zone d'habitat rural; que cette nouvelle centrale à béton est adossée à une butte, l'isolant, au moins partiellement, des habitations les plus proches; qu'elle est équipée de bardages isolants; qu'elle s'implante à proximité d'une carrière en activité, également génératrice de bruit; que le niveau de bruit perceptible dans la zone d'habitat devrait donc rester en deçà des normes applicables en la matière; que l'horaire de travail, de 6h à 18h en semaine, limite la nuisance éventuelle à une période normale d'activité humaine;

Considérant que la mise en silos des matières de fine granulométrie (ciment, filler,...) et l'usage de filtres sur ces silos permet de limiter au maximum l'envol de poussières susceptibles d'être portées à grande distance par les vents; que les poussières émanant des stocks à l'air libre ne se propagent guère à plus de quelques dizaines de mètres;

Considérant que l'installation projetée ne génère aucun rejet d'eau, celle-ci étant gérée en circuit fermé; que seuls les stocks d'adjuvants et autres additifs pour béton sont susceptibles de provoquer une pollution du sol, du sous-sol ou des eaux; que leur conservation dans des réservoirs situés dans une ou plusieurs cuvettes de rétention permet d'éviter tout incident de cette nature;

Considérant que, dans des conditions économiques favorables, l'établissement en projet pourrait être responsable d'environ 20% du volume de trafic total (c'est-à-dire y compris celui généré par la carrière voisine); que dans la conjoncture économique actuelle, sa participation au trafic s'élève à environ 12%; que l'établissement projeté vient en remplacement d'une centrale à béton en fonctionnement, générant un certain trafic; qu'en conséquence, l'accroissement du trafic à attendre du nouvel établissement ne peut être que négligeable par rapport à la situation existante;

Considérant que les autres risques, nuisances et inconvénients mentionnés ci-dessus peuvent être supprimés ou limités à un niveau acceptable par le respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des autres textes légaux ou réglementaires applicables à l'établissement, ainsi que par le respect des conditions particulières imposées par le présent permis;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles

Délibération N° & Objet :

2. Octroi d'un permis unique : S.A. Famenne Bétons à Aisne.

et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur;

Considérant que ladite permission administrative est accordée sans préjudice des droits des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation sont suffisantes pour garantir la sécurité, la salubrité et la commodité publiques;

ARRÊTE

Article 1. L'implantation et l'exploitation de l'établissement décrit ci-après et établi conformément au(x) plan(s) annexé(s) sont **autorisées** moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

Article 2. § 1^{er}. L'objet de l'autorisation consiste à construire et exploiter une nouvelle centrale à béton.

L'établissement comporte les installations suivantes :

1. I001 centrale à béton proprement dite, capacité de production de 120 m³/h, 300 kW;
 2. I002 centrale de recyclage des eaux et restes de béton, capacité de traitement de 10 m³/h, 15 kW;
 3. I003 compresseur d'air, réservoir d'une capacité de 300 l, 7,5 kW;
 4. I004 chargeur articulé pour approvisionnement agrégats, godet de 4,5 m³, 180 kW;
- et les dépôts suivants :

1. D001 agrégats divers, stockés en silos couloirs, d'une contenance totale de 2000 t;
2. D002 ciment, en silos verticaux, capacité totale de 400 t;
3. D003 adjuvants pour béton, capacité totale de 18000 l;
4. D004 agrégats tout-venant issus de la centrale de recyclage, stock de 200 t.

Article 3. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Les dispositions de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002; Erratum : *Moniteur belge* du 1^{er} octobre 2002).
- Arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux centrales à béton (*Moniteur belge* du 13 mai 2003)
- Arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (*Moniteur belge* du 15 mai 2003)

Article 4. Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

- conditions particulières relatives aux dépôts de substances corrosives, nocives ou irritantes en réservoir fixe (annexe);
- les installations de traitement visées à l'article 26 des conditions sectorielles relatives aux centrales à béton sont contrôlées et réglées tous les six mois;
- la tonalité des auvents sur agrégats, de la tour de malaxage et des infrastructures de soutien

Délibération N° & Objet :

2. Octroi d'un permis unique : S.A. Famenne Bétons à Aisne.

des silos sera dans la gamme gris moyen à gris foncé;

- l'aire de la centrale existante, après démolition et évacuation des déchets, sera assainie et reverdurisée.

Article 5. Le présent permis est accordé pour un terme expirant le 12 septembre 2025 en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme.

Article 6. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 7. Le délai de mise en œuvre du présent arrêté est fixé à deux ans à partir du lendemain du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

Article 8. Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 9. L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1^{er}, points 3, 4 et 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2°;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 10. L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

Article 11. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

En outre, le présent permis est accordé sans préjudice des droits des tiers.

Article 12. Un recours auprès du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué.

Délibération N° & Objet :

2. Octroi d'un permis unique : S.A. Famenne Bétons à Aisne.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours (Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR) dans un délai de vingt jours :

1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué;

2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière, ou jusqu'au trentième jour en cas de permis unique.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique ou le fonctionnaire délégué.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

Article 13. Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.

Article 14. La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- S.A. FAMENNE BETONS, Zoning Industriel 40 à 6900 MARCHE-EN-FAMENNE,
- au fonctionnaire technique du Ministère de la Région wallonne - Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement - Division de la Prévention et des Autorisations - Direction de Namur - Luxembourg - Rue Nanon 98 à 5000 NAMUR,
- au fonctionnaire délégué, place des Chasseurs Ardennais 4 à 6700 Arlon;

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- à la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de la Police de l'Environnement - Services extérieurs - Direction de Namur, Rue Nanon 98 à 5000 NAMUR.

Par le Collège échevinal :

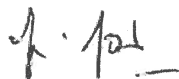
Le Secrétaire,
(s) H. MAILLEUX

Le Président,
(s) JM. MOTTET

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,



Henri MAILLEUX



Jean-Marie MOTTET

<p><i>Conditions particulières relatives aux dépôts de substances corrosives, nocives ou irritantes en réservoir fixe</i></p>
--

CHAPITRE Ier. — CHAMP D'APPLICATION

Article 1er. Sans préjudice des dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de ses arrêtés d'application, les prescriptions suivantes s'appliquent à tout dépôt de substances visées par la rubrique n° 63.12.16.05.01 de l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, stockés dans des réservoirs fixes aériens.

CHAPITRE II. — DEFINITIONS

Article 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

2.1. **Substances dangereuses** : les substances et préparations qui possèdent un ou plusieurs des caractères corrosif, nocif ou irritant, tels que définis aux articles 723bis, 1 et suivants, du Règlement général pour la protection du travail.

2.2. **Dépôt** : un stockage de substances dangereuses constitué par un ou plusieurs réservoirs, y compris leurs canalisations.

2.3. **Réservoir fixe** : toute enceinte fermée destinée à contenir la substance dangereuse et qui est alimenté sans devoir être déplacé.

2.4. **Encuvement étanche** : aire disposée en forme de cuvette dont la structure est construite en matériaux incombustibles, qui est imperméable aux substances stockées et présente une résistance mécanique et chimique suffisante auxdites substances.

2.5. **Réservoir aérien** : réservoir situé au-dessus du sol environnant.

2.6. **Immeuble** : un bâtiment, situé à l'intérieur ou à l'extérieur de l'exploitation destiné à être occupé de manière temporaire ou de manière permanente par le public ou des tiers.

2.7. **Administration** : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

2.8. **Technicien compétent** : une personne ou un service technique, attaché ou non à l'établissement, dont la compétence, en ce qui concerne la mission qui lui est confiée, est généralement reconnue.

2.9. **Conditions particulières** : ensemble de dispositions supplémentaires aux présentes prescriptions, établies par le fonctionnaire technique en fonction de certaines particularités de l'exploitation concernée.

CHAPITRE III. — CONSTRUCTION DES RESERVOIRS

Article 3. Les substances dangereuses sont contenues dans des réservoirs appropriés, conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des substances qu'ils contiennent, et construits suivant des normes belges — ou étrangères d'un niveau de sécurité équivalent — ou à défaut suivant des règles de bonne pratique reconnues par l'administration.

Article 4. Les matières plastiques utilisées pour les réservoirs sont résistantes au vieillissement dû aux agents atmosphériques.

Des mesures sont prises pour protéger ces réservoirs du rayonnement solaire.

Article 5. Chaque réservoir est pourvu, entre autres :

a) d'une plaque d'identification indélébile, bien visible et clairement lisible, où sont indiqués :

- ⇒ le nom et/ou la marque du constructeur;
- ⇒ le numéro et l'année de construction;
- ⇒ la capacité du réservoir;
- ⇒ la date de l'épreuve éventuelle d'étanchéité.

b) d'un dispositif qui empêche toute surpression ou dépression dangereuse à l'intérieur de celui-ci. Si ce réservoir est destiné à contenir une substance pulvérulente, ce dispositif est en outre muni d'un filtre ;

c) s'il s'agit de liquides, d'un dispositif destiné à prévenir le débordement du réservoir, donnant l'alerte au préposé dès que le réservoir est rempli à 95 % au plus de sa capacité nominale;

d) de vannes et de clapets permettant de l'isoler du reste de l'installation.

Les réservoirs sont munis de toute indication utile bien lisible, comprenant au moins l'identité du produit contenu et les symboles de danger définis par le Règlement général pour la protection du travail.

La plaque et ces indications sont disposées conformément aux normes ou codes de bonne pratique de construction, dans tous les cas en un endroit facilement accessible.

CHAPITRE IV. — INSTALLATION DES RESERVOIRS ET RACCORDEMENTS

Section Ière. — Dispositions générales

Article 6. La distance minimale qui doit séparer les réservoirs aériens ou en local de la limite de propriété, d'un immeuble, de la voie publique et de zones fréquentées par le public fait l'objet de conditions d'exploitation particulières.

Il en est de même pour la distance entre les réservoirs et les établissements qui présentent un risque d'incendie ou d'explosion.

Des écrans de sécurité sont éventuellement imposés.

Article 7. La stabilité des réservoirs aériens doit être assurée en toutes circonstances météorologiques. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent en provoquer le renversement ou la rupture.

Article 8. Des mesures sont prises pour éviter tout choc accidentel d'un véhicule avec le réservoir aérien.

Article 9. Les réservoirs aériens ne peuvent se trouver sous des lignes électriques aériennes sauf si des dispositions sont prises pour éviter tout contact accidentel du câble avec le réservoir.

Article 10. Tout réservoir à l'air libre est entouré d'une clôture d'une hauteur de 2 mètres au moins, pour autant que des personnes étrangères à l'établissement soient susceptibles de s'en approcher.

Des dispositions sont prises pour permettre une approche aisée des véhicules du service régional d'incendie à partir de la voie publique.

Article 11. Sur la clôture sont affichés les symboles définis par le Règlement général pour la protection du travail mentionnant la présence de substances dangereuses, la défense de fumer et/ou de faire du feu et la défense de pénétrer dans l'enceinte sans raison de service.

Article 12. Il est interdit de placer dans un même encuvement des réservoirs contenant des substances pouvant réagir dangereusement entre elles.

Article 13. Quand plusieurs réservoirs sont placés dans un même encuvement, les mesures sont prises pour empêcher qu'une substance s'échappant de l'un des réservoirs ne puisse corroder les autres.

Article 14. Le matériel électrique affecté à la sécurité du réservoir doit être conçu et réalisé en fonction des risques inhérents aux substances stockées, et notamment au risque de corrosion dus à la présence éventuelle de vapeurs corrosives dans l'atmosphère.

Article 15. Les substances susceptibles de réagir avec l'air ou avec l'humidité sont entreposés dans des réservoirs maintenus en permanence sous une atmosphère inerte.

Section II. — Canalisations et accessoires

Article 16. Les canalisations, pompes, doseurs, vannes, clapets et autres accessoires sont conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des substances véhiculés. Entre autres, ils présentent une résistance mécanique et chimique suffisante aux substances qui les traversent.

Article 17. Ils sont aisément accessibles pour l'inspection, l'entretien et la réparation.

Article 18. Les canalisations sont équipées de dispositifs appropriés empêchant qu'une surpression ou une dépression dangereuse ne se crée à l'intérieur.

Article 19. Chaque réservoir est équipé de vannes et clapets permettant de l'isoler des autres réservoirs. La commande de ces vannes et clapets est placée à une distance suffisante des réservoirs pour être manœuvrable en toute circonstances, notamment en cas d'accident.

Article 20. Les orifices de remplissage, pompes, vannes, etc., sont placés — autant que possible — dans ou au-dessus d'un encuvement étanche ou d'un dispositif de recueil dont les parois présentent aussi une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces substances. Sinon, d'autres mesures sont prises pour limiter la dispersion de ces substances.

Article 21. Les bouches de remplissage et l'orifice éventuel de mise à l'air ne peuvent se situer au-dessus ou en amont des bouches d'égout sauf si des dispositions sont prises pour éviter toute introduction accidentelle des substances dangereuses dans les égouts.

Article 22. Des dispositions sont prises pour que les canalisations soient protégées contre les déformations dues au passage des véhicules.

Article 23. Les canalisations fixes sont pourvues d'indications bien lisibles concernant les substances dangereuses pour lesquelles elles sont destinées. Les noms de ces substances et les symboles de danger sont clairement indiqués aux orifices de remplissage.

CHAPITRE V. — EXPLOITATION

Article 24. Pendant les opérations de transvasement des substances dangereuses liquides, les véhicules de transport sont convenablement immobilisés au-dessus d'une aire étanche permettant de recueillir les égouttures et les épanchements.

La personne chargée des travaux de transvasement dispose des moyens nécessaires d'avertissement rapide en cas d'incident.

Pour le transvasement des substances dangereuses pulvérulentes, toutes les précautions sont prises pour éviter que ces substances ne soient emportées par le vent ou des courants d'air.

Article 25. Chaque opération de transvasement se fait sous la surveillance permanente de l'exploitant ou de son préposé. Il n'est confié qu'à des personnes compétentes et formées aux dangers présentés par ces substances.

Article 26. Les installations de transvasement sont munies d'équipements de sécurité, adaptés à la nature des substances traités et d'un fonctionnement sûr (par exemple : appareils de limitation du débit, soupapes anti-retour, vannes rapides, soupapes de sécurité) afin de limiter les conséquences d'une fausse manœuvre ou d'une panne.

Article 27. L'exploitant met à la disposition du service régional d'incendie et des fonctionnaires chargés de la surveillance :

a) un plan d'implantation de l'établissement où sont situés et identifiés les réservoirs, les éléments des installations revêtant une importance au point de vue de la sécurité, les moyens d'intervention disponibles, ...

b) des documents où sont décrites les propriétés de chacune des substances dangereuses stockées, les risques qui leur sont inhérents, les conseils de prudence adéquats et les mesures à prendre en cas de danger.

CHAPITRE VI. — PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 28. L'interdiction de feu nu et l'interdiction de fumer doivent être signalées dans tous les lieux de l'établissement où existe le danger d'incendie.

Article 29. Un équipement suffisant et adapté aux circonstances est mis en place pour combattre un début d'incendie.

Si les substances dangereuses ont aussi un caractère d'inflammabilité ou sont susceptibles de réagir violemment avec l'eau, cet équipement doit être déterminé en accord avec le service régional d'incendie.

En particulier, les réservoirs contenant des substances inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 0 °C et dont la pression de vapeur à 35 °C est supérieure à 10⁵ pascals (catégorie A - liquides extrêmement inflammables tels que visé à la rubrique 63.12.09.01 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées) sont pourvus d'un dispositif d'arrosage permettant de refroidir le réservoir en cas d'élévation anormale de la température. Font exception à cette obligation d'arrosage les réservoirs contenant des substances susceptibles de réagir violemment avec l'eau.

Ces réservoirs sont en outre munis d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Article 30. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état d'entretien, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, aisément accessible et judicieusement réparti.

Article 31. L'exploitant veille à la bonne qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.

Article 32. L'exploitant forme son personnel au système d'alerte d'incendie ainsi qu'au maniement des appareils extincteurs recommandés par le service régional d'incendie.

CHAPITRE VII. — PREVENTION DE LA POLLUTION DU SOL

Section Ière. — Encuvement

Article 33. Les mesures nécessaires sont prises pour éviter la pénétration dans le sol des substances dangereuses liquides s'échappant accidentellement des réservoirs à simple paroi :

a) les réservoirs à simple paroi sont placés dans un encuvement étanche dont les parois présentent une résistance mécanique suffisante pour retenir les substances éventuellement présentes, ainsi qu'une inertie chimique vis-à-vis de ces substances.

b) toute liaison directe de l'encuvement, de la fosse ou de la fouille avec un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface est interdite.

Les réservoirs contenant des substances dangereuses pulvérulentes solubles dans l'eau sont placés dans un local fermé ou disposés au droit d'un encuvement étanche abrité des vents.

Article 34. L'encuvement pour les réservoirs contenant des substances dangereuses liquides a une capacité totale égale ou supérieure à la plus grande des valeurs correspondant à :

⇒ la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;

⇒ la capacité du plus grand des réservoirs augmentée de 25 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans l'encuvement.

L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la note de calcul justificative de ce volume.

Article 35. Le bord de l'encuvement est à une distance par rapport à la paroi du réservoir égale à la moitié de la hauteur du réservoir. Cette distance ne peut toutefois pas être inférieure à 1 mètre.

Article 36. L'exploitant maintient en bon état l'encuvement. Il contrôle régulièrement l'étanchéité de l'encuvement. Le volume de l'encuvement ne peut être réduit par le dépôt d'autres matières.

En particulier, l'exploitant veille à enlever systématiquement toute végétation susceptible de compromettre l'étanchéité de l'encuvement.

Article 37. Les mesures nécessaires sont prises pour empêcher le remplissage de l'encuvement par les eaux de pluie ou pour évacuer ces dernières régulièrement.

Section II. — Déchets

Article 38. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel, les substances répandues ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconques de récolte des eaux de surface.

§ 2. En cas d'écoulement accidentel dans le sous-sol, l'exploitant doit immédiatement en avvertir le Bourgmestre et le fonctionnaire chargé de la surveillance. Les modalités d'enlèvement et d'évacuation des terres ainsi polluées se font en concertation avec le fonctionnaire technique.

§ 3. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions propres à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit se faire à l'abri des intempéries.

§ 4. Les déchets toxiques et dangereux et toutes les matières contaminées par ceux-ci doivent être évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les déchets.

§ 5. L'exploitant doit s'assurer que le collecteur de déchets dispose des agréments nécessaires pour le type de déchets à évacuer.

Article 39. L'eau servant au nettoyage interne des réservoirs ou à l'épreuve périodique, ne peut être déversée dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux qu'après séparation et/ou neutralisation des substances dangereuses.

CHAPITRE VIII. — PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Article 40. Les dépôts de substances présentant des émanations dangereuses pour l'environnement ou le voisinage sont soumis à des conditions d'exploitation particulières établies par le fonctionnaire technique en matière de prévention de pollution de l'air.

CHAPITRE IX. — CONTROLES ET REGISTRE

Section Ière. — Epreuve d'étanchéité et de résistance

Article 41. Avant sa mise en service, chaque réservoir destiné à contenir des substances liquides doit subir avec succès une épreuve d'étanchéité et de résistance dont le but est de vérifier l'absence de fissure, de défaut d'étanchéité ou de déformation permanente.

La pression d'épreuve est de 300 kPa pour les réservoirs cylindriques métalliques à simple paroi et de 100 kPa pour les réservoirs cylindriques en plastiques thermdurcissables renforcés.

Il est procédé à une nouvelle épreuve après toute réparation affectant un réservoir n'ayant pas subi avec succès l'épreuve.

Section II. — Contrôle de l'installation avant la mise en service

Article 42. § 1^{er}. Avant la première mise en service, et après montage, les canalisations fixes, pompes, vannes, clapets et autres accessoires sont soumis à un essai d'étanchéité avec un fluide sous une pression égale à 1,5 fois la pression maximum de service qui règne dans ces éléments, s'ils sont sous pression. Cet essai se fait suivant un code de bonne pratique.

§ 2. Cet essai fait l'objet d'un procès-verbal.

Section III. — Certificat de réception

Article 43. § 1^{er}. Un expert compétent établit un certificat mentionnant les divers documents fournis par les constructeurs et le détail des contrôles, vérifications, essais et épreuves qui ont été effectués sur l'installation.

Il conclut sans ambiguïté que les équipements contrôlés ne présentent pas de défaut apparent de nature à compromettre la sécurité. Il atteste que le dépôt est conforme aux présentes prescriptions.

§ 2. L'exploitant tient à la disposition du Bourgmestre et du fonctionnaire chargé de la surveillance le certificat de réception.

Article 44. Le certificat comprend en outre :

- ⇒ la table de jaugeage;
- ⇒ la date et le numéro de fabrication des réservoirs;
- ⇒ la date et le résultat des contrôles éventuels de construction et de l'épreuve hydraulique;
- ⇒ la qualité des aciers ou des matières plastiques utilisées;
- ⇒ la référence au code de construction et à la procédure de l'épreuve hydraulique.

Section IV. — Contrôles périodiques

Article 45. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance un programme des contrôles à exécuter.

Dans ce programme sont précisées la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à exécuter, ainsi que le nom des personnes ou organismes devant les réaliser.

Article 46. L'exploitant s'assure que ce programme de contrôle a été exécuté, que les remarques faites à cette occasion ont été suivies d'effet, et qu'il résulte des observations effectuées que des interventions ou des contrôles plus fréquents ne sont pas nécessaires.

Section V. — Registre

Article 47. Les dates et résultats des contrôles ainsi que les noms et adresses des techniciens compétents ou organismes agréés les ayant effectués, les réparations au réservoir, ainsi que les réparations et modifications importantes apportées à l'installation doivent figurer dans un registre tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.